

Vivre sur fond de frontière. Nationalités et enjeux des identifications à la frontière dominico-haïtienne

Catherine Bourgeois

Groupe de Recherche sur l'Action Publique/Université Libre de
Bruxelles, Belgique
bourgeoiscatherine@yahoo.com

RÉSUMÉ: À l'heure actuelle, la République dominicaine est la première destination pour un grand nombre de migrants haïtiens. Par ailleurs, Haïti et les Haïtiens occupent une place particulière dans l'imaginaire collectif dominicain depuis plus d'un siècle. Sur base d'une enquête ethnographique, cet article interroge les relations quotidiennes entre Haïtiens et Dominicains dans la région frontalière dominicaine autrefois connue pour ses contacts et sa société mixte. L'ethnographie révèle ainsi la place des apparences physiques et des appartenances identitaires dans le déroulement des interactions. Elle révèle également l'enjeu des assignations identitaires notamment en termes de circulation dans une société fortement marquée par la discrimination raciale et l'idéologie nationale centrée sur l'anti-haïtianisme.

MOTS-CLEFS: République Dominicaine, Haïti, frontière, racisme, migration.

LIVING AT THE BORDER.
NATIONALITY AND ISSUES OF IDENTIFICATION ON THE DOMINICAN-
HAITIAN BORDERLAND

ABSTRACT: At present, the Dominican Republic is the first destination for many Haitian migrants. Moreover, Haiti and Haitians have occupied a special place in the Dominican collective imagination for more than a century. Based on an ethnographic fieldwork, this article questions the daily relationships between Haitians and Dominicans in the Dominican borderland formerly known for its mixed society. Ethnography thus reveals the role of physical appearances and identity affiliations during interactions. It also reveals the importance of identity assignments, particularly in terms of circulation in a society strongly marked by racial discrimination and a national ideology centered on anti-Haitianism.

KEYWORDS: Dominican Republic, Haiti, borderland, racism, migration.

INTRODUCTION

Zone frontalière dominicaine nord. Sur la route entre Restauración et Loma de Cabrera, au lieu-dit “*El 14*”, il y a un point de contrôle militaire. Les petites camionnettes qui assurent le transport public vers Dajabón (chef-lieu provincial) sont systématiquement arrêtées à cet endroit. Comme aux autres *chequeos*, les militaires s’approchent du véhicule et dévisagent les passagers. Deux des voyageurs sont haïtiens. L’un des militaires leur demande leurs papiers d’identité et où ils se rendent. Aucun de ces deux voyageurs n’a de papiers et le motif du voyage (assister au grand marché frontalier de Dajabón) ne semble pas convaincre les gardes. Un autre militaire leur fait alors un petit signe de la main indiquant qu’il attend un billet. Les voyageurs haïtiens n’ont plus d’argent, ils ont déjà dû négocier le tarif du voyage avec le chauffeur de la camionnette qui leur a appliqué un tarif plus élevé. Les militaires s’énervent et d’un “¡*Bájense de ahí!*” les font descendre de l’arrière de la camionnette puis leur commandent de ramasser des déchets autour du poste de garde. La scène dure quelques minutes puis l’un des militaires, toujours passablement énervé, leur adresse un “¡*Ya váyanse malditos haitianos!*”¹. Les deux voyageurs remontent à

¹ “Ça suffit allez-vous en maudits haïtiens!”

l'arrière de la camionnette. A l'intérieur, les langues se délient: certains critiquent les gardes, d'autres approuvent leur geste.

Cet article interroge les relations quotidiennes entre Haïtiens et Dominicains dans la région frontalière nord de la République dominicaine (*cf.* carte en annexe) autrefois connue pour ses contacts et sa société mixte (*cf. infra*). Après un bref retour sur la société frontalière au 19^e et au début du 20^e siècle, je me pencherai sur le bouleversement social provoqué par le massacre de 1937 qui a profondément modifié les modes de relations dans cette partie de l'île. Ensuite, je décrirai et j'analyserai les relations actuelles dans cette même région, interrogeant plusieurs scènes de la vie quotidienne locale comme le passage de la frontière, la vie communautaire et les relations de voisinage. Les observations, les conversations et les entretiens sur ces différentes scènes font apparaître l'existence de nombreux stéréotypes et préjugés liés à la nationalité et/ou à l'apparence physique des individus – stéréotypes et préjugés qui jouent un rôle déterminant dans le déroulement de la majorité des relations dominico-haïtiennes à la frontière mais aussi dans les autres régions du pays. Ces stéréotypes concernent des attributs tant personnels que structurels (manque d'hygiène, violence, paganisme, cannibalisme, occupation du territoire –*invasión pacífica*–, infériorité culturelle, etc.) (Bourgeois, "Dis-moi quelle"). Le travail de terrain révèle également que ces stéréotypes sont majoritairement reproduits lors des interactions quotidiennes. Néanmoins, l'ethnographie montre aussi l'existence d'une catégorisation des Haïtiens par les Dominicains en fonction de leur installation ou non dans certains villages de la frange frontalière dominicaine nord autour de Loma de Cabrera et Restauración. Les Haïtiens sont alors qualifiés "d'ici" ou "de l'autre côté", ce qui laisse entrevoir un degré d'intégration variable dans ces communautés. Certains stéréotypes relatifs à des attributs personnels sont alors quelque peu diminués à la faveur de cette cohabitation. Cet article interroge donc la reproduction et le maintien ou non de stéréotypes dans les relations dominico-haïtiennes dans une société encore fortement marquée par la discrimination raciale et l'idéologie nationale centrée sur l'anti-haïtianisme.

Cet article s'appuie sur un travail de terrain² de vingt-trois mois mené principalement dans les provinces frontalières de Montecristi et Dajabón (République dominicaine) et dans le Département du Nord-Est (Haïti).

² Réalisé dans le cadre d'une thèse de doctorat en anthropologie sociale (Bourgeois 2016); ici sont présentés une partie des résultats de cette recherche.

Les recherches de terrain ont également été menées à Tilory (Département du Centre), à la Ceiba de Bonet (province de Santiago Rodríguez), à Río Limpio et quelques hameaux voisins dans le nord de la province d'Elías Piña. Il s'est donc agi d'une ethnographie multi-située (Marcus 113) me menant de Dajabón à Restauración, de Hato del Medio Arriba à Mont-Organisé, séjournant dans une dizaine de villages pour des durées variables de quelques jours ou semaines à plusieurs mois et circulant dans cet espace au fil des rencontres et des événements (conflits, activités binationales, etc.). J'ai assemblé un corpus ethnographique au fur et à mesure des observations, des rencontres, des entretiens, des discussions informelles, des activités et réunions auxquelles je participais, de la consultation de la presse et d'archives locales, de la prise de photographies – en somme de la vie quotidienne partagée avec les personnes pendant près de deux ans.

HAÏTI AU CŒUR DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Haïti et la République dominicaine se partagent un territoire insulaire dans la Caraïbe et la République dominicaine est aujourd'hui la première destination de migration pour la majorité des Haïtiens des secteurs populaires. Les Haïtiens sont présents dans de nombreux secteurs de l'économie dominicaine ainsi que sur l'ensemble du territoire dominicain: si historiquement les Haïtiens ont principalement travaillé dans le secteur sucrier, ils sont également aujourd'hui très présents dans le secteur de la construction, le tourisme, le travail domestique, la vente ambulante ainsi que le secteur agricole³.

Haïti et les Haïtiens occupent une place particulière dans l'imaginaire collectif dominicain. Cela apparaît notamment dans le système dominicain de classification socio- raciale qui réserve aux Haïtiens l'échelon le plus bas (Bourgeois, "Dis-moi quelle"). Les relations quotidiennes entre Dominicains et Haïtiens dans différentes sphères, telles que le voisinage, le travail, l'école ou encore l'espace public témoignent de la discrimination dont font particulièrement l'objet les Haïtiens issus de milieux populaires de la part de la population dominicaine et de l'État dominicain (Franco, 1997). Les

³ Voir à ce sujet notamment: Báez Evertsz (1984), Corten (1986), Martínez (1995), Dotel (2002), FLACSO/OIM (2004), Del Rosario Santana (2004), Adames et Travieso (2008), Wooding et Sangro (2009), Báez Evertsz et al. (2011), González (2012).

politiques migratoires, le code du travail ainsi que la législation sur l'octroi de la nationalité aux descendants des Haïtiens reflètent le souhait de l'État de les maintenir dans une situation migratoire précaire et le refus de leur accorder l'accès à un ensemble de droits fondamentaux (Mejía Gómez et Cuello Nieto). Enfin, ce rapport particulier apparaît aussi dans le traitement médiatique de tout ce qui a trait à la "*cuestión haitiana*"⁴: que ce soit dans les colonnes éditoriales ou dans les rubriques nationales, régionales, d'économie et d'opinion⁵, l'omniprésence de ce sujet dans la presse révèle son importance et son intérêt dans les affaires nationales (Amézquita 44).

Cette relation particulière de la République dominicaine vis-à-vis d'Haïti découle en partie d'une distanciation première entre les deux colonies⁶ devenue, au 19^e siècle, essentielle pour les États; elle a donc été recherchée comme cela apparaît dans les processus de construction nationale à la fin du 19^e siècle et dans les tentatives de délimitation des identités nationales⁷. Cette distanciation et les différences entre les deux États doivent toutefois être nuancées. Elles étaient certes visibles, à cette époque, dans certains domaines comme le développement du pays, les relations extérieures, les activités économiques et même entre certaines régions (notamment les centres urbains); mais il semble que les différences et la distance n'étaient pas aussi évidentes dans la région frontalière et pour la population locale. Or aujourd'hui, ces différences semblent être claires pour tous, y compris dans les régions de contacts fréquents. Comment alors s'est déroulé ce processus de distanciation entre les deux États dans la zone frontalière? Et comment les notions de nationalité et de territoire sont-elles devenues des catégories pertinentes et significatives pour la population frontalière?

⁴ Expression employée au départ par les intellectuels et politiciens puis par une grande partie de la population dominicaine désignant tout ce qui se rapporte aux relations entre Haïti et la République dominicaine et à la migration haïtienne en particulier.

⁵ Une grande partie de ces articles – portant sur des sujets aussi variés que la démographie, l'économie, les relations bilatérales et internationales, l'environnement, les politiques publiques et la législation – abordent souvent ces sujets sous un angle anxiogène insistant sur "*la gravité du danger haïtien*" (Lozano 17). Cette manière de faire participe inmanquablement à la construction et à la reproduction d'imaginaires sociaux sur la population haïtienne en République dominicaine.

⁶ Voir à ce sujet les travaux de Théodat (2003), Turits (2007) et Franco (2007).

⁷ Sur la construction de l'identité nationale haïtienne voir notamment les travaux de Célius (2006), de Hurbon (2010). Sur la construction de l'identité nationale dominicaine à la fin du 19^e siècle voir notamment les travaux de Hoetink (1994), Franco (1997) et Turits (2007).

LES PREMIERS PAS DE LA SOCIÉTÉ FRONTALIÈRE

Au début de la colonisation, la région frontalière était occupée par des colons espagnols qui pratiquaient l'élevage bovin extensif. La zone frontalière nord s'est surtout développée à la faveur des échanges commerciaux entre contrebandiers, colons français et espagnols (De Jesús Cedano, "El régimen" 184). Au fil du temps, des petits fermiers, des éleveurs de bétail, colons et créoles, ainsi que des marrons qui avaient fui les plantations françaises s'installèrent dans cette région et participèrent au commerce (Derby 497). La zone frontalière nord contrastait avec les autres régions de l'île par l'importante économie d'élevage de bétail, la relative pauvreté des petits fermiers et la faible densité de population. Cela favorisa localement un certain degré de collaboration et de mixité entre les marrons et les petits fermiers. Sur le plan politique, la région frontalière était à l'époque souvent perçue par les pouvoirs centraux comme une zone échappant à leur contrôle.

À partir de la seconde moitié du 19^e siècle, la région connut un changement démographique: une partie de la population côté dominicain émigra plus à l'est, et de nombreux paysans originaires d'Haïti s'installèrent progressivement sur les terres laissées à l'abandon. Les activités économiques principales étaient l'élevage de bétail, la culture de café, la petite agriculture et le commerce. Le commerce se déroulait principalement en Haïti (à Cap-Haïtien et Port-au-Prince) car le réseau de transport permettait un meilleur accès aux marchés haïtiens et, surtout, car il existait un intense réseau de commerçants hérité de la période coloniale (Derby 492). Les transactions se faisaient le plus souvent en monnaie haïtienne et la langue la plus utilisée était le créole (Inoa 195). Tous ces commerçants formaient une petite élite mercantile capable de tirer profit des petits changements dans les relations économiques et politiques entre les deux pays (Baud "Una frontera para cruzar" 13).

LA SOCIÉTÉ RAYANA

Le développement du commerce aidant, des familles haïtiennes installées côté dominicain acquirèrent une très bonne situation et elles faisaient partie de l'élite régionale (Derby 512). La population haïtienne était particulièrement bien intégrée dans les communautés dominicaines, les unions mixtes étaient

fréquentes et il existait un haut degré de collaboration entre les uns et les autres. Ces relations quotidiennes de commerce, de voisinage et de parenté rituelle favorisèrent l'émergence d'une société frontalière où s'entremêlaient culture haïtienne et culture dominicaine. Ce mélange des cultures est désigné par les historiens et sociologues dominicains par l'expression "*cultura rayana*". Les *rayanos* étaient bilingues et possédaient une double culture dont ils mobilisaient l'une des deux composantes en fonction des contextes, des interlocuteurs et des besoins (González, 2010). Ils circulaient facilement d'un côté à l'autre de la frontière et, grâce au bilinguisme d'usage, ils pouvaient se faire passer pour des nationaux de l'un ou l'autre pays. Toutefois les recherches menées par Lauren Derby (1994) révèlent qu'il existait, malgré une culture commune, une notion claire de distinction entre les Haïtiens et les Dominicains. Cette distinction n'était pas tant d'ordre territorial, national ou racial, que d'ordre culturel; elle se construisait et se reproduisait à la faveur des contacts quotidiens (commerce, travail, relations familiales ou de parenté rituelle) (492-493). C'est dans le domaine du religieux au sens large que la distinction entre les Haïtiens et les Dominicains était la plus visible. Elle apparaissait notamment dans les relations de *compadrazgo*, comme en témoignent les registres des baptêmes de la paroisse de Dajabón de la fin du 19^e siècle (Bourgeois, "Au-delà des collines"). Ces registres révèlent que la majorité des personnes à patronyme créolophone ou francophone⁸ résidaient surtout dans les hameaux proches de Restauración et Loma de Cabrera. Ils révèlent également la trame sociale tissée entre les Dominicains et les Haïtiens, les uns et les autres se choisissant pour être les parrains/marraines de leur(s) enfant(s). Les récits actuels sur cette question révèlent que le choix de prendre des parrains haïtiens ou dominicains n'était pas aléatoire et qu'il devait répondre à l'impératif d'échange de biens et de services créé par le *compadrazgo* (Losonczy, *Les saints* 106). Il existait à l'époque deux baptêmes, celui des *primeras aguas* (premières eaux, servant à protéger le nouveau-né des mauvais esprits) et le baptême catholique (avec une fonction surtout politique et économique). C'est dans le choix des parrains que la distinction d'ordre culturel entre Dominicains et Haïtiens était la plus visible. Les parrains pour le baptême catholique étaient choisis parmi l'élite locale et étaient le plus souvent dominicains. En revanche, les parrains du

⁸ Ex.: Vensan (> français: Vincent), Timun (> créole: *ti moun* = enfant), Napoléon, Michel, Monpremier, Désiré, Bienemé (> français: Bienaimé), Antoine, Ogusten (> français: Augustin), Pierre. Notons que la très grande majorité de ces enfants portaient des prénoms espagnols (ex.: Altgracia, María, José, Ramón, Manuel) (Bourgeois, 2016).

baptême des premières eaux étaient choisis parmi les proches haïtiens parce qu'ils étaient considérés comme ayant une plus grande capacité d'agir sur le culte. Cette maîtrise du religieux s'étendait aussi au domaine thérapeutique.

Ainsi, par sa culture mixte, et surtout par ses activités agricoles et commerciales qui lui conféraient une sorte d'autonomie et d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs centraux, la région frontalière a longtemps constitué une unité socio-économique à part "[suivant] sa propre logique et [obéissant] à sa dynamique interne" (Baud, "Una frontera para cruzar" 13) que l'État dominicain a longtemps essayé de mettre au pas (notamment pour percevoir l'impôt censé garantir la souveraineté nationale et renflouer les caisses de l'État). En fait, ces tentatives furent mises en échec par la population locale. Tant l'élite frontalière, qui voyait ces mesures comme un frein aux activités commerciales transfrontalières, que la petite paysannerie eurent recours à des stratégies pour éviter l'emprise de l'État (notamment la levée des taxes) en utilisant certaines de leurs caractéristiques comme le bilinguisme, la circulation et les réseaux transfrontaliers, ainsi qu'une certaine plasticité identitaire qui permettait aux *rayanos* de se présenter sous l'une ou l'autre nationalité en fonction des interlocuteurs et situations.

NATIONALISATION PROGRESSIVE DE LA FRONTIÈRE DOMINICAINE

La situation changea progressivement avec l'ingérence de plus en plus importante des États-Unis dans la vie économique et politique insulaire à mesure que s'accroissaient les dettes des deux États contractées auprès de bailleurs américains. L'une des mesures du protectorat imposé par les États-Unis aux deux pays fut la prise de contrôle des douanes et la collecte des taxes à la frontière (1905 et 1907) (Castor 261). Cette ingérence dans la vie financière et les affaires politiques augmenta et les États-Unis occupèrent militairement l'île entre 1915 et 1934 pour Haïti et entre 1916 et 1924 pour la République dominicaine. Cette occupation augmenta les différences entre les deux pays, notamment en faisant d'Haïti un pourvoyeur en main-d'œuvre bon marché pour les plantations sucrières dominicaines.

L'occupation américaine eût des effets importants dans la région frontalière. Avec l'arrivée des *marines* en 1916 en République dominicaine, le contrôle frontalier fut renforcé et réorganisé. L'administration douanière américaine imposa également le port de documents d'identité pour traverser

la frontière (Derby 502) et les gens circulant sans documents furent considérés comme contrebandiers (Baud, “Una frontera-refugio” 49). Cette même administration instaura aussi des critères ethniques/raciaux pour distinguer entre les frontaliers dominicains et haïtiens. La langue parlée et la couleur de la peau devinrent des critères de distinction de nationalité utilisés par les douaniers américains et ensuite par les fonctionnaires dominicains. Dans ce type de classification, toute personne ne parlant pas très bien l’espagnol (ou bien avec un accent), économiquement pauvre et noire de peau était classée comme haïtienne. C’est ainsi que la région frontalière devint une limite où se décidait la nationalité dominicaine.

L’administration américaine et ensuite celle de l’État dominicain ont également modifié les classifications sociales locales en instaurant de nouveaux critères de distinction qui découlaient de tout un appareil législatif destiné à renforcer le contrôle étatique dans la région. Le paiement de taxes douanières, l’obligation de posséder une carte d’identité pour traverser la frontière, l’obligation scolaire, la clôture des aires de pâturage, l’interdiction du vagabondage, les réglementations sur les activités de récréation (combats de coqs uniquement autorisés le dimanche et les jours de fête), la propreté des marchés frontaliers, l’interdiction du recours à la médecine traditionnelle (Derby 504-505) ont peu à peu défini une limite entre ce qui était vu comme organisé, civilisé, propre, et ce qui ne l’était pas. Ces dispositions légales ont également développé une certaine idée de la modernité qui a été, petit à petit, reprise par l’élite locale. Par ces différentes mesures, l’État dominicain entendait renforcer son contrôle dans la région, mais aussi forger une identification collective nationale et inculquer un sentiment national au sein de la population frontalière (Baud, “Una frontera-refugio” 44).

À la fin des années 1920, le gouvernement dominicain lança un programme de fondation de colonies agricoles dans la région frontalière. À son arrivée au pouvoir en 1930, Rafael Leonidas Trujillo continua ce programme: l’État offrait des terres à des paysans et des remises de peine à des prisonniers de droit commun contre leur installation à la frontière. La présence militaire a été renforcée, les relations dominico-haïtiennes ont été durement réprimées (interdiction du commerce et des activités récréatives), l’école et l’Église catholique furent chargées de “*dominicaniser*” les esprits en faisant la chasse aux pratiques vaudoues et en interdisant l’usage du créole. Cette époque fut également marquée par un retour en force de l’idée du “*blanqueamiento de la raza*” (blanchiment de la race) largement répandue dans le milieu intellectuel dominicain; plusieurs mesures visant la diminution de l’immigration

haïtienne furent également prises (interdiction pour les compagnies sucrières d'employer des ouvriers haïtiens, expulsion de milliers d'Haïtiens en 1932, promulgation d'une loi pour stimuler l'immigration paysanne blanche, etc. (Vega 23-25)). Avec la signature des accords sur la délimitation frontalière en 1936, les efforts pour expulser les Haïtiens s'intensifièrent.

LE MASSACRE DE 1937

À l'automne 1937, plusieurs milliers d'Haïtiens et de Dominicaino-Haïtiens furent tués par les militaires dans toute l'actuelle province de Dajabón, dans les hautes terres de la Cordillère centrale, mais aussi à Montecristi, Puerto Plata et d'autres lieux du Cibao⁹. Les récits qui nous sont parvenus font état de l'usage, par les militaires, essentiellement de deux critères pour distinguer entre les frontaliers haïtiens et dominicains: la couleur de la peau et la prononciation de l'espagnol avec ou sans accent (Derby et Turits, 1993). À l'époque, ce massacre a été officiellement présenté comme le fait de paysans dominicains en représailles de vols de bétail attribués à des Haïtiens (Sánchez Lustrino 244).

L'impact de ces massacres sur la société frontalière a été énorme: plus d'un tiers de la population locale disparut pendant cette période, comme le montrent les registres paroissiaux de l'époque (chute drastique des baptêmes d'enfants aux patronymes francophones ou créolophones – de 41% des enfants baptisés avant octobre 1937 à 2% après) (Bourgeois, "Au-delà des collines" 115). Le massacre a signifié la rupture de tous les liens qui unissaient Haïtiens et Dominicains dans cette région. Les familles dominico-haïtiennes ont été séparées, des familles entières de voisins ont disparu, le commerce frontalier s'est arrêté. En fait, c'est tout le mode de vie et la société *rayana* qui disparurent à ce moment-là: les survivants abandonnèrent l'usage des deux langues, le recours à plusieurs systèmes de croyance par crainte de la répression, les collaborations et ils cessèrent de circuler d'un côté à l'autre de la frontière.

⁹ Il est difficile de connaître le nombre exact des victimes, les premières sources d'information minimisèrent le massacre pour des raisons diplomatiques et parlèrent de 5 000 personnes tuées. Les chiffres avancés par les historiens depuis la fin des années 1970 se situent entre 12 000 et 20 000 personnes. Ces chiffres ne rendent cependant pas compte de toutes les personnes qui fuirent en Haïti.

DOMINICANISATION DE LA FRONTIÈRE ET DE SA POPULATION

Les massacres prirent officiellement fin début novembre 1937. Mais pour contrôler la région et empêcher le retour des personnes qui avaient fui en Haïti, l'État installa des garnisons militaires et des postes de garde dans toute la région. Des paysans dominicains furent également armés et chargés d'effectuer des rondes de nuit (Bourgeois, "Au-delà des collines" 114). Pour la première fois, la frontière entre les deux pays devenait effectivement contrôlée et il était extrêmement dangereux de la traverser sans documentation et en dehors des postes-frontières (Turits, "A World" 630). L'année 1937 marque donc un tournant dans le processus de nationalisation du territoire dans ses confins : en faisant disparaître une grande partie de la population frontalière, l'État a redéfini les frontières territoriales ainsi que les frontières identitaires dominicaines (Clérismé 65). Et c'est effectivement la tâche à laquelle s'est attelé le gouvernement en lançant le programme de "dominicanisation de la frontière" à la fin des années 1930. Ce programme comprenait l'urbanisation des bourgs frontaliers, la construction d'infrastructures publiques, l'édification de monuments et symboles patriotiques, la modification des noms des villages, la fondation de colonies agricoles, l'amélioration des axes routiers pour faciliter la communication avec les grands centres urbains, l'éducation et l'évangélisation (Augelli 1980).

Ce processus de nationalisation de l'espace frontalier s'est accompagné d'une construction idéologique de la nation dominicaine (Altagracia Espada 2010). Les intellectuels proches du pouvoir se sont attelés à construire d'une part un discours sur la relation indissoluble entre le territoire national et des racines culturelles communes à l'ensemble de la population, et d'autre part un ensemble de représentations et stéréotypes portant sur les Haïtiens bientôt décrits comme des voisins dangereux ("*vecino peligroso*") voulant envahir la République dominicaine ("*invasión pacífica*"). Au chaos, au culte vaudou et à "la sauvagerie" supposée des Haïtiens ont été opposés l'ordre, la dévotion catholique et les traditions dominicaines "héritées de la mère-patrie" (Zaglul, 1990; Bourgeois, 2013). D'autres éléments résultant de la modification de l'espace frontalier ont également été utilisés comme critères de distinction: modernité et civilisation *vs* pauvreté, indigence et sauvagerie. Les deux États et leurs populations respectives ont donc de cette manière été redessinés à grands traits. Le recours à ces stéréotypes a permis d'"objectiver un ennemi extérieur" susceptible de fédérer la population dominicaine et cela a permis, par la suite, de naturaliser un ensemble de discours, de conduites et d'actes

racistes à l'encontre des Haïtiens. Enfin, le processus de définition de l'identité nationale dominicaine est passé par une re-catégorisation de la population, avec pour objectif d'en donner une image homogène sur les plans phénotypique et culturel comme le montrent les recensements de l'époque qui ont introduit une nouvelle catégorie de couleur de peau: *indio* (ONE 17-18). L'usage du terme *indio* comme catégorie de couleur a permis d'imaginer et d'établir un lien social et culturel entre la population dominicaine et la population taïno disparue. La culture taïno a ainsi été mobilisée et mise sur un piédestal par le discours nationaliste pour donner une "profondeur temporelle" à la culture dominicaine (visible dans les musées d'Histoire nationale), acceptable par l'élite et facilement imposable aux masses populaires. C'est de cette manière qu'ont été fixés les nouveaux repères identitaires permettant à la population d'identifier les membres de son groupe et ceux de l'autre groupe.

Ainsi, par le programme de "dominicanisation de la frontière" et par peur de la répression, la population frontalière a progressivement adopté le discours raciste anti-haïtien et l'a intégré comme si les différences avaient toujours existé et comme si elles étaient incompatibles.

RELATIONS FRONTALIÈRES ACTUELLES

Après cinq décennies de fermeture de la frontière, l'ouverture démocratique de la République dominicaine en 1978 puis celle d'Haïti en 1986 ont permis une réouverture progressive et la reprise partielle des relations frontalières. Les militaires en charge du contrôle frontalier sont devenus plus tolérants vis-à-vis des commerçants traversant la frontière et c'est ainsi que se sont peu à peu rétablies les relations entre Dominicains et Haïtiens (Bourgeois, "Au-delà des collines"). Un autre fait important dans l'augmentation de la fréquence de ces contacts a été l'autorisation de la tenue de marchés frontaliers du côté dominicain pendant l'embargo international contre Haïti au début des années 1990 (Corten, "Port-au-Prince" 980).

Le travail de terrain a révélé que les relations entre Haïtiens et Dominicains dans la région frontalière nord reposent sur une mobilité s'effectuant essentiellement d'Haïti vers la République dominicaine¹⁰. Cette asymétrie

¹⁰ De manière générale, le mouvement migratoire insulaire se faisait presque exclusivement depuis Haïti (de tous les départements) vers la République dominicaine (dans toutes

migratoire frontalière s'explique par la situation économique, la pauvreté croissante, les crises politiques répétées d'Haïti des trente dernières années ainsi que les catastrophes naturelles récentes qui ont poussé sur les routes de nombreuses personnes pour "*chèche lavi*" (gagner sa vie)¹¹. Le travail de terrain a aussi révélé l'existence de plusieurs formes de migration dans cette région. Ces migrations ont des temporalités et des rythmes différents: elles sont journalières, temporaires ou prolongées. La migration journalière est surtout celle de travailleurs (commerçants, employés domestiques, ouvriers de la construction) et parfois d'étudiants. La migration temporaire concerne le plus souvent des ouvriers agricoles qui travaillent pendant quelques jours de l'autre côté de la frontière. Enfin, la migration prolongée ou "établie" est celle de familles ou de personnes installées dans cette région frontalière bien que le caractère permanent de leur séjour demeure incertain. La très grande majorité de ces personnes sont originaires des villages frontaliers haïtiens de Ferrier, Ouanaminthe, Dilair, Diwo, Osmond, Capotille, Mont-Organisé, Bois de Laurence, Tilory, Carice, La Miel. En fonction du lieu de destination, elles se rendent dans le pays voisin par le poste-frontière de Dajabón ou en traversant par les collines. Ces différentes formes de migration ne sont pas fermées, les récits montrent au contraire des passages de l'une à l'autre forme en fonction des rencontres et des opportunités. De même, les récits des travailleurs saisonniers font état de nombreux allers-retours pour de plus ou moins longues périodes en Haïti en fonction des opportunités de travail ou de la politique migratoire dominicaine.

PASSER LA FRONTIÈRE ET CIRCULER DANS L'ESPACE FRONTALIER

Le passage de la frontière est très certainement le premier lieu d'interaction entre Haïtiens et Dominicains. Le poste frontalier de Dajabón est contrôlé par des militaires, des douaniers et des agents de la Direction Générale de

les provinces). Les résultats présentés dans cet article sur les modes de relations et d'interactions, bien que décrits ici pour la région frontalière nord, peuvent certainement être applicables aux autres régions du pays.

¹¹ Ces mêmes raisons sont à l'origine de la migration de plusieurs centaines de milliers d'Haïtiens notamment aux États-Unis, au Canada, en France, à Porto Rico, aux Bahamas, en Guyane française, dans les Antilles françaises, et depuis les années 2010 au Pérou, au Brésil et au Chili (Bourgeois, "Au-delà des collines" 27-29).

Migration (DGM). Légalement, toute personne voulant pénétrer sur le territoire dominicain doit présenter un passeport et un visa en bonne et due forme. Le passeport est présenté en premier lieu aux agents gardant la porte frontalière; une fois celle-ci passée, les voyageurs doivent parfois le présenter à un agent de la DGM posté à quelques mètres de là. Ensuite, ils vont au guichet de la douane où ils remplissent un document de déclaration de douane sur lequel un agent appose le tampon d'entrée sur le territoire dominicain. Il arrive également que les effets personnels des voyageurs soient inspectés par un douanier. À quelques mètres du bâtiment des douanes et migration, il y a encore un contrôle militaire censé réviser les documents de voyage. Ensuite seulement, les personnes peuvent se rendre à un autre endroit de la ville et éventuellement poursuivre leur voyage vers une autre destination.

Dans la pratique, il semble exister, à l'instar de ce qui se passe en d'autres points frontaliers du monde (Darley, 2008), une hiérarchisation des usagers de la frontière. Les critères pris en compte par les militaires dominicains pour hiérarchiser relèvent de la discrimination visuelle: la couleur de peau et l'apparence générale. La couleur de la peau, instaurée comme critère de distinction au début du 20^e siècle, est souvent associée à une nationalité: haïtienne pour les personnes noires, dominicaine pour les mulâtres ou encore américaine pour les étrangers blancs. L'apparence, c'est-à-dire l'habillement et la posture du corps, semble quant à elle associée à un statut social et elle est prise en compte par les militaires pour hiérarchiser les usagers de la frontière. Ainsi, les grossistes haïtiens, les autorités locales, les religieux, les médecins et d'autres voyageurs présentant des signes extérieurs de statut ou richesse peuvent traverser facilement. Les Haïtiens qui travaillent dans des institutions dominicaines rencontrent également peu de difficultés pour passer la frontière à pied ou motorisés. Les autres personnes (cireurs de chaussures, vendeuses ambulantes, chauffeurs de moto-taxis, employées domestiques, ouvriers de la construction, étudiants) sont classées à différents degrés de la hiérarchie des usagers de la frontière. Dans la pratique, cette hiérarchisation s'exprime par l'attention que l'agent dominicain accorde à son interlocuteur et par le temps qu'il laisse s'écouler avant de répondre à l'interpellation du voyageur haïtien. Un individu peut passer plusieurs minutes derrière la porte frontalière en attendant que le militaire dominicain lui fasse signe de passer; pendant ce temps, d'autres catégories d'usagers "mieux classés" traversent dans un sens comme dans l'autre.

En ce qui concerne la question de la mobilité dans l'espace frontalier dominicain, elle est intimement liée à celle de la nationalité des personnes.

Plus encore, de la nationalité des individus dépendent en grande partie leurs possibilités réelles de circuler dans cette région et de se rendre dans d'autres provinces dominicaines. Pour éviter la circulation des Haïtiens vers l'intérieur du pays, des contrôles militaires sont effectués à divers endroits dans toute la région frontalière et plus particulièrement sur les routes quittant Dajabón. Des points de contrôle sont ainsi installés sur les trois principales routes de la région menant à Santiago de los Caballeros. Les points de contrôle, gardés par deux militaires parfois accompagnés par un policier du lieu, sont situés à des carrefours ou aux sorties des bourgades. Ils sont constitués d'une guérite en bois, d'une barrière amovible portant l'inscription "*chequeo militar*" (contrôle militaire) et obligeant les véhicules à marquer l'arrêt. Les jours de marché frontalier, les routes et les voyageurs sont particulièrement contrôlés. Le contrôle sur les routes a pour objectif de vérifier les véhicules et les individus circulant dans la zone frontalière et se dirigeant vers le centre du pays. En ce sens, l'État dominicain étend le contrôle frontalier au-delà de la ligne frontalière, le dernier *chequeo* ayant lieu quelques kilomètres avant Santiago de los Caballeros.

Lorsqu'un véhicule s'approche de l'un de ces points, il reçoit l'indication de s'arrêter et un militaire regarde qui sont les éventuels passagers. Pour les automobiles privées, le contrôle est très rapide à moins que les personnes ne présentent une grande quantité de sacs, auquel cas il est possible que ceux-ci soient inspectés pour éviter la contrebande. Les bus de transport public sont soumis à un contrôle plus rigoureux. Un militaire monte à bord du bus et observe l'ensemble des passagers. Il peut effectuer un contrôle d'identité des passagers s'il le juge nécessaire. Le militaire se base sur ses propres critères pour déterminer qui doit être contrôlé et qui ne doit pas l'être. Les critères de "tri" qui entrent alors en compte appartiennent au champ de ce que Mathilde Darley a nommé "les signes extérieurs de l'altérité" (Darley 18) ou encore portant le stigmate de l'étrangeté. Ne pouvant se baser sur un élément objectif et légalement défini, les militaires ont donc recours à leurs propres critères et logiques de distinction des personnes qui font intervenir les éléments tels que la couleur de la peau, le type de cheveux, l'habillement ou encore l'accent. Sur base de ces éléments, tous les étrangers devraient donc être soumis au contrôle d'identité. Cependant, seules les personnes au phénotype noir sont contrôlées. Certaines possèdent des documents de voyage valides, d'autres pas. Les premières ne sont cependant pas exemptes de tout soupçon et bien souvent leurs documents sont inspectés plus d'une fois et remis en question par les militaires n'hésitant pas à demander d'autres

documents comme l'acte de naissance. Pour les personnes voyageant sans titre valable¹², le contrôle s'apparente alors une "négociation" avec les militaires. Le plus souvent une somme d'argent leur est exigée pour les autoriser à poursuivre leur route. Celles et ceux qui ne peuvent y répondre sont arrêtés et placés en détention provisoire dans une pièce attenante à la guérite. Ces personnes sont ensuite reconduites à la frontière à la fin de la journée. Les relations entre les Haïtiens et les autorités dominicaines, qu'elles aient lieu au poste-frontière, dans la rue ou dans un bus sont, dans la grande majorité des cas, marquées par la discrimination raciale, des insultes et parfois, dans le cas des femmes, par des attouchements et du harcèlement sexuel.

LES RELATIONS DE VOISINAGE¹³

Les relations entre Dominicains et Haïtiens dans les villages de Loma de Cabrera, Restauración, Río Limpio, Trinitaria, El Carrizal et les hameaux proches s'établissent généralement dans le cadre du travail (petit commerce et travail agricole surtout) ou dans le cadre relationnel/familial. Les frontaliers dominicains distinguent entre les Haïtiens qui traversent la frontière régulièrement et ceux qui résident dans les villages dominicains.

¹² Les personnes sans documents qui voyagent en transport public passent un accord avec le chauffeur de bus. Elles lui versent une somme relativement considérable qui sera répartie entre les militaires aux différents points de contrôle. Au *chequeo militar*, le chauffeur fait un petit signe aux militaires, l'un d'eux s'approche et le conducteur lui remet une partie de la somme et spécifie le nombre de passagers concernés. Dans ce cas, le militaire jette un coup d'œil rapide aux passagers, puis il fait signe au chauffeur qu'il peut redémarrer. Parfois, la somme donnée par le conducteur n'est pas jugée suffisante et le militaire oblige alors ces passagers à descendre du bus. Leurs papiers sont vérifiés et le militaire essaye de leur soutirer un supplément monétaire. Si les voyageurs obtiennent, ils pourront continuer leur route, sinon ils demeureront au point de contrôle tandis que le bus redémarrera.

Dans son récent travail sur la migration haïtienne à destination des plantations sucrières dominicaines et sur les communautés dominico-haïtiennes des bateys de la région de San Pedro de Macorís (dans l'est de l'île), Amelia Hintzen fait état d'observations semblables sur la circulation des ouvriers haïtiens autour des plantations ("Cultivating Resistance" 264).

¹³ "Voisinage" se rapporte ici aussi bien aux relations avec les Haïtiens résidant dans les villages frontaliers dominicains qu'aux relations avec ceux qui vivent en Haïti et traversent régulièrement la frontière pour le commerce, une consultation médicale, etc.

Ils désignent les premiers par l'expression "*los haitianos del otro lado*" (les Haïtiens de l'autre côté) et les seconds, "*los haitianos de aquí*" (les Haïtiens d'ici). Les interactions et les relations qui s'établissent avec les Haïtiens varient en fonction de cette distinction.

Les relations avec les "Haïtiens de l'autre côté"

Le groupe des "*haitianos del otro lado*" est surtout composé de paysans qui travaillent dans les fermes dominicaines, de marchandes ambulantes, de petits commerçants et de personnes qui traversent la frontière pour se rendre à une consultation médicale. La plupart des relations entre Dominicains et "Haïtiens de l'autre côté" se limitent à de courtes interactions du côté dominicain. Ces brèves rencontres se déroulent généralement dans la rue, dans les épiceries, au marché, dans les transports en commun ou encore dans les salles d'attente des dispensaires et hôpitaux.

L'observation des interactions entre Dominicains et Haïtiens ainsi que de nombreuses conversations avec des membres des deux groupes font apparaître un ensemble de représentations partagées par les frontaliers dominicains¹⁴. Ces représentations ont trait aux supposées différences physiques des Haïtiens. On retrouve les références à la force physique qui est parfois soulignée de manière positive, mais qui est aussi utilisée pour souligner que les Haïtiens ne seraient pas humains. Ce type de commentaires est parfois prononcé dans les cas d'accidents d'Haïtiens ou encore dans les salles d'attente des hôpitaux¹⁵. Certes, nombre de personnes disent ne pas partager cette opinion. Néanmoins, la fréquence dans les conversations de "phrases de concession" telles que "*Pourtant, ils sont comme nous*", "*Ils sont pareils à nous*", "*Je dis qu'ils ont le même sang que nous*" montre que cette question fait l'objet de nombreux commentaires et que les avis sont partagés. Concernant plus particulièrement le recours aux centres de santé dominicains par les Haïtiens, une grande partie de la population dominicaine considère qu'ils ne devraient pas être soignés dans ces hôpitaux sous prétexte qu'il s'agirait d'un service pour la population locale et non pour la population

¹⁴ Mais aussi par la population dominicaine dans son ensemble.

¹⁵ À ce sujet, une habitante de Valle Nuevo (à 5 km de Restauración), qui était visiblement irritée par le nombre d'Haïtiens attendant leur tour pour la consultation dans le dispensaire local, s'est un jour écriée: "*La doctoresse doit d'abord s'occuper de nous, pas d'eux! Eux, ils peuvent attendre, de toute façon, ce n'est pas aussi grave qu'ils le disent!*" (Valle Nuevo, mars 2008).

migrante. Les Haïtiens sont vus comme profitant du système de santé et les femmes enceintes sont soupçonnées de vouloir accoucher en République dominicaine pour que leurs enfants obtiennent la nationalité. Cette idée est très présente et la question de l'accouchement des femmes haïtiennes est régulièrement abordée dans les médias qui renforcent cette image. À ce sujet, une étudiante dominicaine explique:

Souvent des Haïtiens viennent dans les hôpitaux d'ici, et l'un d'entre eux peut être en train de mourir et souvent on ne lui prête pas l'attention qu'il mérite, mais ils sont pareils à nous. Le problème c'est le racisme, on ne les traite pas aussi bien qu'un Américain parce qu'ils sont noirs (G., traduit de l'espagnol, Loma de Cabrera, 10 juin 2009).

Une catéchiste de Loma de Cabrera, avec laquelle je conversais, d'ajouter à ce propos :

Moi, je dis que les Haïtiens sont les mêmes que nous. Le sang est de la même couleur, si je me coupe et que je perds un petit morceau de peau, je suis la même que les Haïtiens. Simplement, la peau est différente. Sincèrement, j'ai de la peine pour eux car ils passent par beaucoup de choses. Et les gens me critiquent ou me disent que je suis très humanitaire avec les Haïtiens. Quand ils veulent de l'eau, beaucoup de gens les emmènent au robinet [d'eau non potable], moi pas. Je leur donne un verre et de l'eau fraîche comme je donne à tout le monde (M., traduit de l'espagnol, Loma de Cabrera, août 2009).

La couleur de la peau occupe une place fondamentale dans la rhétorique nationaliste anti-haïtienne car la couleur noire y est associée à des problèmes de type sanitaire affirmant que les Noirs seraient porteurs de maladies graves (Lozano 21). Cet argument s'ancre particulièrement bien dans la frange frontalière où l'on parle régulièrement de mesures sanitaires pour "protéger" le côté dominicain (les récentes épidémies de choléra et de malaria ont participé au renforcement de ces idées)¹⁶. On retrouve aussi cette idée dans

¹⁶ En février 2008, le député Pelegrín Castillo, du parti ultra-nationaliste *Fuerza Nacional Progresista*, a donné une conférence à l'université UTESA à Dajabón à la demande de l'association des éleveurs de bétail de Dajabón. Sa conférence a porté sur les mesures que, selon son parti, l'État dominicain doit prendre pour protéger le

la manière dont beaucoup de Dominicains servent de l'eau aux Haïtiens, comme cela apparaît dans cet extrait:

Il y a des gens qui n'acceptent pas que nous aussi nous portons ce noir, cette couleur. Il y a des gens qui tendent à les discriminer et à leur faire des mauvais coups. Et je dis toujours que si un Américain va chez quelqu'un, ils lui donnent le meilleur verre. Mais si c'est un Haïtien, ils vont chercher une boîte de conserve pour leur donner de l'eau, comme s'ils étaient des animaux. Mais je dis que ce sont des humains comme nous (J., traduit de l'espagnol, Loma de Cabrera, 10 juin 2009).

La discrimination ne se situe donc pas uniquement au niveau de la couleur de la peau, même si elle y occupe une place importante. Les Haïtiens font également l'objet d'une discrimination sur base de leur nationalité (plusieurs commentaires font d'ailleurs référence au traitement différent que recevraient les "Américains"¹⁷) à laquelle est généralement associé un statut économique ou une classe sociale. On retrouve cela dans le commentaire d'une autre étudiante:

Nous sommes tous égaux sur le plan économique, les Haïtiens sont pauvres mais nous aussi. Mais les Dominicains veulent toujours paraître plus que les Haïtiens, comme s'ils vivaient mieux qu'eux, mais ce n'est pas vrai, nous sommes tous égaux (N., traduit de l'espagnol, Loma de Cabrera, 10 juin 2009).

En filigrane apparaît l'idée largement partagée de la supériorité des Dominicains sur les Haïtiens. Cette posture nationaliste permet de justifier une grande partie des traitements différenciés que reçoivent les Haïtiens dans la zone frontalière lors de contacts épisodiques ou dans le cadre du travail.

pays et renforcer la frontière. Dans son argumentaire, il a abordé à plusieurs reprises les problèmes sanitaires et les épidémies en Haïti et il a particulièrement insisté (sur base de supposés chiffres de l'Organisation Mondiale de la Santé) sur les dangers sanitaires pour la zone frontalière dominicaine. Il a également abordé la question du déboisement dont il a attribué la responsabilité aux paysans haïtiens qui "croient qu'ils sont chez eux et qu'ils peuvent tout faire" (Carnet de terrain de l'auteure, février 2008).

¹⁷ Le terme "Américain" (*americano* ou *gringo*) désigne généralement les étrangers blancs, quelle que soit leur nationalité.

Les Haïtiens ne sont donc pas discriminés uniquement sur la base de la couleur de leur peau, mais aussi sur la base de leur statut économique. Il s'agit donc d'une "oppression conjuguée", selon l'expression du philosophe haïtien Rénaud Clérismé, "par laquelle l'exploitation économique de classe fusionne avec la domination ethno-idéologique dans un contexte d'oppression qui transcende la somme des parties constituantes" (Clérismé 59).

D'autres représentations sur les Haïtiens circulent également parmi la population frontalière dominicaine. Certaines associent les Haïtiens à la sorcellerie, aux vols et aux trafics. Ainsi, les nombreux cambriolages dans la région portant sur des objets de valeur (panneaux solaires, véhicules, téléviseurs, radios) ainsi que du bétail sont systématiquement imputés à des groupes de délinquants haïtiens. Il en est de même pour les trafics¹⁸. Or, selon plusieurs frontaliers, les groupes de délinquants et de trafiquants sont formés d'Haïtiens et de Dominicains agissant des deux côtés de la frontière et se réfugiant d'un côté ou de l'autre en fonction du lieu où ils viennent de commettre un méfait. Les quelques arrestations pour trafic de drogue, d'alcool ou d'armes confirment le caractère transfrontalier de ces groupes: les trafiquants appréhendés sont haïtiens et dominicains. Toutefois, alors même que les policiers arrêtent des délinquants des deux nationalités et que la plupart des villageois dominicains évoquent en aparté la composition binationale de ces groupes, il n'est pas rare d'entendre des commentaires prêtant l'intention du/des délit(s) aux seuls Haïtiens. En outre, les vols de bétail ou de panneaux solaires destinés au marché haïtien sont généralement bien plus commentés que les cas de trafics de personnes à destination de la République dominicaine. Ainsi, en se focalisant davantage sur les délits plus facilement imputables à des groupes criminels haïtiens, la rumeur participe à la (re)production de préjugés sur la population haïtienne.

Néanmoins, certains rares contacts se déroulent de manière positive et débouchent parfois sur des relations plus personnelles avec les "Haïtiens de l'autre côté". Certaines de ces relations empruntent au vocabulaire de la parenté rituelle (*compadre, comadre*), généalogique (*tío, tía* – oncle, tante) ou encore à celui de l'affinité (*cuñadola* – beau-frère, belle-sœur). Aux dires des uns et des autres, ce vocabulaire signifie le plus souvent une relation de sympathie qui peut, parfois, être assortie de signes de respect au moment des

¹⁸ Les trafics concernent des personnes, de l'alcool, de la drogue et des armes passant principalement d'Haïti vers la République dominicaine; du bétail, des panneaux solaires, des véhicules et du charbon passent dans l'autre sens.

salutations. Les relations ainsi établies confèrent, au moins pour les Haïtiens de passage, un accès privilégié à certains espaces dans la zone frontalière dominicaine. Les habitations des “compères” et “commères” deviennent des lieux de confiance où, dans le cas des marchandes notamment, elles peuvent laisser quelques affaires pendant un court laps de temps, recharger un téléphone portable, s’arrêter pour se reposer quelques minutes. De même, les Dominicains impliqués dans ces relations peuvent devenir des personnes auxquelles recourir en cas de problème avec des militaires¹⁹ par exemple. Ces relations de *compadrazgo* offrent donc à la fois un “réseau de solidarité” (Losonczy, “Hacia una antropología” 272-273) et une “hospitalité temporaire” (Losonczy, “Marrons” 50).

Ces relations cordiales voire amicales entre des Dominicains et des Haïtiens sont bien souvent critiquées par le voisinage dominicain²⁰. Dans son étude²¹ sur les perceptions des Haïtiens par les Dominicains de Dajabón, Sobeida de Jesús Cedano (2010) montre que les relations dans le cadre du commerce frontalier sont relativement acceptées par les Dajaboneros (entre 65% et 70% des personnes interrogées) car elles sont perçues comme utiles à l’économie locale. En dehors de ce cadre, l’acceptation de relations avec les Haïtiens diminue fortement. Les relations d’amitié sont assez mal envisagées par les répondants (60%) même si 54,9% d’entre eux disent les accepter pour

¹⁹ Généralement ces problèmes concernent la détention et la vente de produits interdits d’importation en République dominicaine comme le riz et l’ail. Les “compères” dominicains peuvent également être appelés pour aller parlementer avec les militaires en cas de détention d’une marchande ou d’un ouvrier agricole (Carnets de terrain, 2008-2011).

²⁰ J’ai pu en faire l’expérience quand j’accueillais des marchandes ambulantes haïtiennes à mon domicile à Loma de Cabrera.

²¹ Cette étude a été menée à Dajabón auprès de 256 personnes en 2004. De Jesús Cedano établit trois groupes en fonction du degré d’acceptation ou de rejet de la présence d’Haïtiens à Dajabón. Le premier groupe (30-35% des répondants) est totalement hostile à la présence haïtienne; dans ce groupe sont surreprésentés les hommes, les personnes de 50 ans et plus, les chômeurs et les personnes avec un niveau d’éducation primaire faible. Le deuxième groupe (25-30% des répondants) se montre relativement ouvert à la présence haïtienne; dans ce groupe sont sur-représentées les personnes de moins de 30 ans ainsi que les diplômés de l’enseignement secondaire supérieur ou universitaire, les travailleurs du secteur privé et les indépendants. Enfin le troisième groupe (40-50%) montre un degré d’acceptation de la présence haïtienne en fonction de la sphère: les relations commerciales sont acceptées mais les relations plus intimes sont largement rejetées. Dans ce groupe les femmes sont surreprésentées (De Jesús Cedano, “Cómo son” 290-292).

leurs voisins. Concernant les relations maritales, elles sont largement rejetées (70-80% des personnes interrogées) (De Jesús Cedano 2010: 295-296). Par ailleurs, environ 70% de la population interrogée marque une importante résistance à l'idée de visiter Haïti et de connaître la culture haïtienne (De Jesús Cedano, "Cómo son" 302). Les opinions et commentaires que j'ai recueillis sur ces questions lors du travail de terrain vont également dans le sens de ces chiffres. La tendance serait donc plutôt d'accepter les relations avec les Haïtiens dans le cadre du commerce parce que les bénéfices pour la population locale sont importants. Dans le même sens, 70% des personnes interrogées voient les Haïtiens comme "nécessaires" à l'économie régionale. Ainsi peut-on dire que les relations avec les Haïtiens sont certes vues comme nécessaires mais très rarement qu'elles sont désirées²².

*Les relations avec "les Haïtiens d'ici"*²³

Les relations entre Dominicains et Haïtiens vivant dans un même village sont semblables aux relations de voisinage entre Dominicains. Dans les hameaux frontaliers où vivent quelques dizaines de familles, la proximité spatiale et la fréquentation quotidienne favorisent l'acceptation des familles installées et des enfants en placement par les villageois dominicains. Les relations de longue collaboration et de type familial qui lient les familles installées et une partie des enfants placés facilitent également l'acceptation et l'intégration. Il en est

²² Ceci contraste avec les attitudes de beaucoup de Dominicains vis-à-vis d'étrangers non-haïtiens. Si la présence étrangère non-haïtienne peut être vue comme utile pour l'économie (notamment le tourisme), les relations d'amitié avec celle-ci sont également valorisées socialement comme cela ressort de nombreuses conversations. Les étrangers non-haïtiens sont parfois également vus comme un apport social et culturel à la société dominicaine, ce qui n'est aucunement le cas de la population haïtienne en République dominicaine. À nouveau peut-on parler d'une hiérarchisation des étrangers dans le sens de Darley (2008) en fonction du statut économique et social de ceux-ci.

²³ Dans sa thèse de doctorat sur les communautés dominico-haïtiennes des bateys, Amelia Hintzen fait également état d'une catégorie "Haïtiens d'ici" pour décrire les Haïtiens, ou plutôt les enfants nés de parents haïtiens sur le territoire dominicain ("Cultivating Resistance" 266-267). La catégorie "Haïtien d'ici" dont elle parle établit donc un lien entre ethnicité et lieu de naissance. Ce lien est également apparu au cours de mes recherches, toutefois la catégorie "Haïtiens d'ici" est utilisée dans la région de Restauración pour désigner à la fois les enfants d'Haïtiens nés sur le territoire dominicain et toutes les personnes haïtiennes installées depuis plusieurs années dans la communauté.

de même pour la relative similitude des situations familiales et économiques des familles dominicaines et haïtiennes²⁴. Il semble également que la présence des enfants et le fait qu'ils jouent ensemble dans les moments de temps libre aient un impact positif sur les relations entre les adultes.

Mais les commentaires des habitants à propos de leurs voisins haïtiens montrent également que d'autres éléments sont pris en compte pour accepter les Haïtiens et développer des relations avec eux. Ainsi, la connaissance de l'espagnol et l'adoption d'habitudes vues comme typiquement dominicaines sont déterminantes pour l'établissement de relations personnelles plus importantes. En ce qui concerne la connaissance de l'espagnol, pouvoir avoir une conversation courante ne semble cependant pas être suffisant car beaucoup de Dominicains distinguent entre les Haïtiens qui parlent l'espagnol "*enredá'o*" (litt. "emmêlé", "entortillé", c'est-à-dire avec des erreurs grammaticales et un fort accent) et ceux qui parlent "*casi como nosotros*" ("presque comme nous", soit sans accent). On comprend dès lors l'insistance avec laquelle certaines mères haïtiennes obligent leurs enfants en bas âge à communiquer uniquement en espagnol. Les habitudes ou "codes" dits dominicains comprennent à la fois des postures du corps, l'habillement et la coiffure (Bourgeois, "Dis-moi quelle"), ainsi que la participation à des activités vues comme dominicaines²⁵ (jouer aux dominos, assister à l'office du dimanche, prier le rosaire, etc.).

Concernant plus particulièrement l'apparence physique, les récits de jeunes filles haïtiennes vivant côté dominicain montrent combien ces éléments sont

²⁴ Ceci est ressorti régulièrement dans les commentaires sur les photographies que j'amenais dans les villages. Les gens regardaient les photos et finissaient toujours par dire "*Au fond, quand on voit les photos et qu'on voit les gamins qui sont tous sales, on est quand même pareils*" (Y., Valle Nuevo, mars 2009).

²⁵ Ces activités sont en réalité également pratiquées en Haïti, mais cette perception est le résultat d'une réelle méconnaissance des Haïtiens et d'Haïti liée à de nombreuses représentations négatives. Ainsi, la plupart des Dominicains que j'ai rencontrés dans la zone frontalière nord ne se rendent pas en Haïti sous prétexte qu'il serait dangereux d'y aller, que les villages seraient insalubres ou encore que les personnes qui y vont participent à des activités illégales (contrebande, trafic) ou jugées comme immorales (prostitution). Cette méconnaissance participe à la reproduction d'images sur Haïti qui à leur tour constituent un obstacle aux éventuelles visites dans ces mêmes lieux. De même, le préjugé selon lesquels les Haïtiens pratiqueraient la sorcellerie ou le vaudou est ancré de telle manière qu'il sert bien souvent de prétexte aux villageois dominicains pour exclure des célébrations religieuses leurs voisins (c'est régulièrement le cas dans les villages proches des plantations agroindustrielles autour de Guayubín notamment) (Bourgeois, "Au-delà des collines").

importants, comme en témoigne une jeune fille en situation de placement auprès d'une dame âgée dans le hameau de Trinitaria:

Je vis chez Doña L., mais c'est dur d'être chez elle, elle n'est pas très gentille et un jour, je la quitterai. Je la quitterai car j'ai du succès. Je suis toujours bien coiffée, je cuisine très bien, je me lave bien, je suis une morenita limpia [litt.: Noire propre] et tous les hommes d'ici me félicitent pour cela (Traduit de l'espagnol, Trinitataria, avril 2009).

Apparaissent dans cet extrait plusieurs préjugés qui pèsent sur les Haïtiens: le supposé manque d'hygiène ainsi que celui relatif aux plats cuisinés qui sont souvent décrits comme ayant une odeur désagréable²⁶. Apparaît également la coiffure qui peut constituer un signe distinctif, surtout entre les femmes. Si la majorité des femmes dominicaines souscrivent au lissage régulier, la majorité des femmes haïtiennes, surtout en zone rurale, optent pour des tresses souvent dissimulées sous un petit foulard. Or, en République dominicaine, arborer une chevelure crépue au naturel est encore largement mal perçu²⁷ et associé à un manque d'hygiène, à la délinquance ou encore à la religion (les fidèles des églises évangéliques sont réputées pour ne pas se lisser les cheveux) (Bourgeois, 2013). Cet extrait montre également que ces préjugés ont été intégrés par la jeune fille qui précise qu'elle n'est pas comme les autres, qu'elle est une "*morenita limpia*".

Coiffure, hygiène et habillement semblent donc déterminer en partie la manière dont les Dominicains voient les Haïtiens et cela aurait un impact sur l'acceptation des seconds par les premiers. Cela apparaît dans le commentaire de V., une habitante de Valle Nuevo, à propos d'une petite fille haïtienne qui venait de passer chez elle.

Tu vois cette petite fille qui vient de passer? Elle est très belle cette petite fille, elle a de beaux cheveux, elle est bien coiffée. Elle ne semble pas haïtienne. (V., traduit de l'espagnol, Valle Nuevo, avril 2009).

²⁶ C'est la raison mentionnée par des Dominicains refusant d'acheter des plats du jour au marché de Dajabón. La cuisine haïtienne et la cuisine dominicaine de tous les jours sont pourtant très proches et utilisent les mêmes ingrédients de base (riz, pois, poulet, condiments).

²⁷ Bien que cela soit en train de changer et que l'on assiste à l'installation de salons de coiffure dédiés à la chevelure crépue au naturel.

De même, ces éléments tiennent un rôle important dans la distinction entre Dominicains et Haïtiens: il ne s'agit pas uniquement d'une question de couleur de peau. D'autres éléments comme la religion participent aussi à cette distinction: dans les collines frontalières, les Haïtiens participent plutôt au culte évangélique tandis que les Dominicains participent au culte catholique. Dans quelques communautés (notamment à Trinitaria), les Haïtiens se réunissent pour célébrer l'office évangélique, ce qui est généralement critiqué par le voisinage pour le bruit, la durée de la célébration et la présence, parfois, d'autres Haïtiens extérieurs à la communauté.

Une intégration et une entente conditionnées?

Ainsi, pour une partie des Haïtiens, leur acceptation et leur intégration au sein de la communauté villageoise dépendent en grande partie de leur capacité à gommer certains traits "culturels" ou "physiques" qui sont habituellement associés à leur origine nationale. Ces traits seraient donc des sortes de stigmates qu'il faut à tout prix cacher pour être accepté (Bourgeois, "Dis-moi quelle").

Non seulement le "gommage" de ces caractéristiques permet de faire oublier l'origine nationale, mais il semble surtout déterminer la manière dont les Dominicains vont entrer en relation avec les Haïtiens et la profondeur qu'ils vont éventuellement leur donner. Il est intéressant dans ce sens de souligner que les personnes disant avoir des amis haïtiens insistent systématiquement sur les qualités de ces personnes en ajoutant souvent " *Ils ne sont pas comme les autres Haïtiens* ". Les qualités reconnues et valorisées ont à voir avec la connaissance de l'espagnol, le niveau d'éducation (secondaire ou supérieure), la persévérance au travail et le statut économique. Ces éléments sont souvent repris par les Dominicains pour justifier leurs liens avec des Haïtiens. Mais ces éléments sont également repris par les Haïtiens pour expliquer leur bonne intégration. Un paysan haïtien, vivant côté dominicain, raconte à ce propos:

Ici, tout va bien pour moi. Ça fait longtemps que je travaille et que j'habite ici [...] Parfois quand j'ai le temps, je donne un coup de main au voisin, je vais l'aider pour ramener les bêtes ou bien pour labourer la parcelle. Ça se passe vraiment bien avec les Dominicains parce qu'ils voient que je suis une personne travailleuse, honnête, je parle bien aussi et mes enfants sont toujours propres, c'est important, il faut donner une bonne image de soi. (T., traduit de l'espagnol et du créole haïtien, Agua Blanca, mars 2009).

Mais s'agit-il d'une simple occultation des caractéristiques associées à la nationalité haïtienne ou bien peut-on plutôt parler d'une adaptation aux codes en vigueur du côté dominicain? Les Haïtiens qui résident dans la frange frontalière dominicaine et qui décrivent leur intégration et leurs relations de voisinage comme bonnes semblent posséder ce que Élisabeth Cunin – dans son travail sur le métissage en Colombie – a appelé la “compétence métisse”. Il s'agit de la capacité à “contextualiser les apparences raciales pour s'adapter aux situations, à passer d'un espace de normes à un autre” (Cunin 79). Ou, pour le dire autrement, il s'agit de la capacité à interpréter rapidement les situations, à connaître les normes en vigueur dans des espaces différents et à jouer sur l'apparence raciale en vue d'une interaction considérée comme optimale. Or, dans la région frontalière, l'apparence (couleur de peau relativement plus foncée des Haïtiens par rapport aux Dominicains et certains vêtements et/ou coiffures) tout autant que la langue parlée affirment très vite l'origine nationale des individus (Bourgeois, 2013). Jouer sur les apparences raciales est donc quelque peu difficile d'autant plus que d'autres éléments jouent aussi le rôle de marqueurs identitaires (par exemple les activités pratiquées comme la vente ambulante). La compétence métisse dans ce cas-ci consiste à mobiliser d'autres éléments qui peuvent, dans un espace normatif déterminé, atténuer les apparences raciales/ethniques et, partant, les assignations de statut (Cunin 21). Le fait pour des migrants haïtiens résidant dans la frange frontalière dominicaine de nommer leurs enfants par des prénoms hispaniques, d'interdire l'usage du créole dans l'espace public, de redoubler d'attention par rapport à l'hygiène personnelle témoigne d'une connaissance précise du système d'organisation socio-raciale dominicain et des stéréotypes que les Dominicains ont sur les Haïtiens. Parler sans accent et avoir un prénom “socialement efficace” dans l'espace normatif dominicain constituent donc des stratégies sociales qui concèdent aux personnes une légère marge de manœuvre dans les interactions avec les Dominicains et dans les assignations de statut (Bourgeois, “Dis-moi quelle”). Cette compétence particulière a des implications en termes d'organisation sociale locale puisqu'elle permet une intégration majeure au sein de la communauté.

Un bémol doit toutefois être apporté aux relations de bon voisinage entre Haïtiens et Dominicains. En effet, elles ne sont pas exemptes de petites disputes, comme cela arrive en bien des lieux. Ces disputes peuvent survenir à n'importe quel moment à partir de petits problèmes entre voisins comme la disparition d'une poule, une célébration évangélique trop bruyante, une

bagarre entre enfants. Or, quand ces disputes mettent en scène des villageois dominicains et haïtiens, les insultes prononcées font souvent référence à la couleur de la peau des Haïtiens ou à leur nationalité (*maldito prieto* –maudit Noir– ou *maldito haitiano del diablo* –maudit Haïtien du diable– étant les plus courantes). Elles peuvent aussi faire référence à leurs croyances considérées comme païennes. Malgré ces insultes, les conflits sont généralement gérés au sein de la communauté et ont rarement de conséquences majeures.

Cette cohabitation plus harmonieuse est cependant assez rare dans la zone frontalière nord. Elle est visible dans les communautés les plus petites où les Haïtiens sont relativement peu nombreux²⁸. De même, les relations de bonne entente, de convivialité ou d'amitié entre Haïtiens et Dominicains dans les villages plus importants (par ex. Loma de Cabrera ou Restauración) ne concernent le plus souvent que quelques individus voire quelques familles²⁹. Plus encore, dans les villages proches des plantations agroindustrielles autour de Guayubín, les conflits voire les malentendus peuvent régulièrement déboucher sur des actes de violence de la part de villageois à l'encontre des Haïtiens. Dans cette zone, les relations de voisinage entre Dominicains et Haïtiens sont d'ailleurs pratiquement inexistantes. Elles se limitent aux interactions nécessaires liées à la location d'une habitation, au petit commerce ou, parfois, au travail. Il existe une ségrégation spatiale et sociale: les habitations louées par les Haïtiens sont situées à bonne distance des maisons dominicaines (souvent sur un terrain en périphérie du village) à laquelle s'ajoute une ségrégation sociale (refus de les laisser participer aux réunions de quartier –*juntas de vecinos*–, d'assister à la messe, entre autres) (Bourgeois, "Au-delà des collines" 393-431). Un ouvrier haïtien résidant près de Guayubín et parlant des relations avec les Dominicains se remémore l'un de ces conflits :

Il y avait une fête tout près d'ici et quand le bal a commencé, des gens ont lancé des bouteilles et puis un enfant a été attaqué. Il n'y avait pas d'Haïtiens à ce bal parce qu'ils n'avaient pas beaucoup d'argent et parce que les Dominicains ne les laissaient pas y assister.

²⁸ Les communautés de quelques dizaines ou centaines de personnes, comme El Carrizal, Las Rosas ou encore Trinitaria, sont celles où la cohabitation se fait le plus positivement avec des relations maritales, des prises en charge d'enfants par des amis des parents, de l'aide dans le travail agricole, des relations plus culturelles ou sportives avec des combats de coqs notamment, etc.

²⁹ Par ailleurs, si l'on peut parler de cohabitation, il est difficile de parler de "communautés bilingues et bi-culturelles" à l'instar de ce que décrit Amelia Hintzen pour les bateys de la zone de San Pedro de Macorís ("Extranjeros" 233).

Apparemment, l'enfant a dit qu'il avait vu une ombre noire et tout le monde a pensé que c'était un Haïtien, mais ce n'était pas vrai. Et donc un grand groupe de la communauté est allé là où vivaient les Haïtiens et ils ont commencé à nous maltraiter. Il pleuvait beaucoup ce soir-là. Ils ont battu des Haïtiens, ils nous ont fait fuir au milieu de la nuit. Ils ont détruit une maison. Je n'oublierai jamais [ce moment], c'était comme une guerre. Les ouvriers avaient été payés la veille et les Dominicains ont volé tout l'argent qu'ils trouvaient (J., traduit de l'espagnol et du créole, Ranchadero, août 2011).

Par ailleurs, ces relations de co-présence sont particulièrement perméables aux conjonctures politiques. Ainsi, lors de tensions importantes entre les deux pays, lors de campagnes médiatiques et politiques en faveur d'une réglementation plus stricte de l'immigration haïtienne ou encore à la suite d'un épisode de grande violence dans la région (Dominicain retrouvé assassiné, par exemple), les tensions montent et donnent lieu à l'augmentation de la violence verbale et, dans certains cas, à de la violence physique mettant en péril les villageois haïtiens.

CONCLUSIONS

L'ethnographie montre que, dans les relations quotidiennes, les identifications et appartenances identitaires sont aujourd'hui fondamentales en zone frontalière dominico-haïtienne nord car elles déterminent en grande partie les modalités des interactions. Les identifications et attributions identitaires résultent d'un ensemble d'éléments définis comme constitutifs du "propre" ou de l'"étranger". Il peut s'agir, dans le cas dominico-haïtien, de critères tels que: avoir des parents haïtiens ou dominicains, la langue maternelle, la couleur de la peau, la profession, la confession, l'habillement, etc. Mais, au-delà de ces critères séparant le "national" de l'"étranger", il existe d'autres éléments d'identification jouant un rôle dans les interactions: le sexe, l'âge et la classe sociale. Plus que de s'accumuler, ces éléments s'entrecroisent avec des effets sur les relations et interactions qui s'imbriquent et se renforcent mutuellement³⁰.

³⁰ Le cas des violences à l'égard des jeunes femmes haïtiennes qui travaillent ou résident dans la zone frontalière est un exemple des effets de l'imbrication de ces catégories d'identification.

Pour contrer les attributions identitaires et surtout leurs effets en termes de relations hiérarchisées et de rejet, une partie des migrants ayant une certaine expérience de la République dominicaine tente d'atténuer ou de camoufler certains traits associés à leur origine nationale en adoptant des attitudes corporelles considérées comme dominicaines. Néanmoins, leur marge de manœuvre reste faible. En effet,

personne n'échappe durablement à une assignation identitaire implacable sitôt franchie la frontière, tant un individu est toujours défini [...] comme membre d'un groupe racial ou ethno-racial et, du moins lors la première interaction, se voit attribuer les traits de personnalité correspondant à la catégorie dans laquelle il a été classé (Vidal 112).

Ainsi, les migrants haïtiens en République dominicaine sont-ils constamment renvoyés dans les interactions à une série de clichés et sont assignés à une identité figée par les Dominicains. Ces clichés ignorent en fait les conditions réelles d'existence des migrants des secteurs populaires.

L'ethnographie montre enfin que les cadres des relations sont régis par une règle d'asymétrie entre les Dominicains et les Haïtiens. Celle-ci semble trouver sa source dans le discours nationaliste anti-haïtien qui décrète la supériorité nationale, raciale, culturelle et de classe des premiers sur les seconds et qui a été particulièrement bien assimilée et intégrée dans cette région autrefois traversée par des relations transfrontalières.

BIBLIOGRAFÍA

- ADAMES, SONIA Y EMILIO TRAVIESO. *Entre lo real, lo establecido y lo deseable. Estudio de las condiciones laborales de los inmigrantes haitianos que trabajan en el sector construcción en el distrito nacional de la República Dominicana*. Santo Domingo, Servicio Jesuita a Refugiados y Migrantes, 2008.
- ALTAGRACIA ESPADA, CARLOS. *El cuerpo de la patria: intelectuales, imaginación geográfica y paisaje de la frontera en la República Dominicana durante la era de Trujillo*. Arecibo, Centro de Estudios Iberoamericanos, UPR-Arecibo/ Librería La Tertulia, 2010.
- AMÉZQUITA, GLORIA. "Imaginaris colectivos sobre la población migrante haitiana en República Dominicana. Un análisis de cuatro medios de comunicación (2004-2008)". *Estudios Sociales*, N° 150, 2009, pp. 41-83.
- AUGELLI, JOHN P. "Nationalization of Dominican Borderlands". *Geographical Review*, N° 1, vol. 70, 1980, pp. 19-35.
- BÁEZ EVERTSZ, FRANK. *Braceros haitianos en la República Dominicana*. Santo Domingo, Instituto Dominicano de Investigaciones Sociales, 1984.
- BÁEZ EVERTSZ, FRANK Y OTROS. *Inmigrantes haitianos y mercado laboral. Estudio sobre los trabajadores de la construcción y de la producción de guineo en la República Dominicana*. Santo Domingo, Ministerio del Trabajo/ Observatorio del Mercado Laboral Dominicano, 2011.
- BAUD, MICHIEL. "Una frontera-refugio: dominicanos y haitianos contra el Estado (1870-1930)". *Estudios Sociales*, N° 92, 1993, pp. 39-64.
- _____. "Una frontera para cruzar: la sociedad rural a través de la frontera dominico-haitiana (1870-1930)". *Estudios Sociales*, N° 94, 1993, pp. 5-28.
- BOURGOIS, CATHERINE. "Dis-moi quelle est la couleur de ta peau et je te dirai qui tu s'. Phénotype, langage et stéréotypes en République Dominicaine". *Civilisations*, N° 1-2, vol. 62, 2013, pp. 31-49.
- _____. "Au-delà des collines. Ethnographie des relations dominico-haïtiennes en zone frontalière". Thèse de Doctorat en Sciences politiques et sociales. Université Libre de Bruxelles, 2016.
- CASTOR, SUZY. "The American Occupation of Haiti (1915-34) and the Dominican Republic (1916-24)". *The Massachusetts Review*, N° 1-2, vol. 15, 1974, pp. 253-275.
- CÉLIUS, CARLO A. "Considérations sur l'énonciation de 'l'identité créole' à partir de l'exemple de H'aïti". *Situations créoles. Pratiques et représentations*. Québec, Nota Bene, 2006, pp. 155-186.

- CLÉRISMÉ, RÉNALD. *Main d'œuvre haïtienne, capital dominicain. Essai d'anthropologie historique*. París, L'Harmattan, 2003.
- CORTEN, ANDRÉ. *Port au sucre. Proletariat et proletariations. Haïti et la République Dominicaine*. Montreal, CIDIHCA, 1986.
- CORTEN, ANDRÉ. "Port-au-Prince, Washington, Santo Domingo. Premières leçons d'un embargo (note)". *Études Internationales*, N°4, vol. 25, 1994, pp. 671-692.
- CUNIN, ELISABETH. *Métissage et multiculturalisme en Colombie (Carthagène). Le "Noir" entre apparences et appartenances*. París, L'Harmattan, 2004.
- DARLEY, MATHILDE. "Le contrôle migratoire aux frontières Schengen: pratiques et représentations des polices sur la ligne tchéco-autrichienne". *Culture et Conflits*, N° 71, 2008. <http://www.conflits.org/index16583.html>
- DE JESÚS CEDANO, SOBEIDA. "El régimen jurídico de la frontera". *Fronteras en transición*, Haroldo Dilla Alfonso y Sobeida De Jesús Cedano, editores, Santo Domingo, Grupo de Estudios Multidisciplinarios Ciudades y Fronteras, 2007, pp.177-200.
- _____ "¿Cómo son percibidos los haitianos en la frontera? El caso de Dajabón". *La frontera dominico-haitiana*. Haroldo Dilla Alfonso y otros, editores. Santo Domingo, Ciudades y Fronteras/PADF, 2010, pp. 283-311.
- DEL ROSARIO SANTANA, JUAN. "Diagnóstico sobre la presencia de la mano de obra haitiana en las plantaciones agrícolas de las provincias de Montecristi y Valverde Mao". *Estudios Sociales*, N° 138, 2004, pp. 132-191.
- DERBY, LAUREN. "Haitians, Magic, and Money: Raza and Society in the Haitian-Dominican Borderlands, 1900 to 1937". *Comparative Studies in Society and History*, N° 3, vol. 36, 1994, pp. 488-526.
- DERBY, LAUREN Y RICHARD LEE TURITS. "Historias de terror y los terrores de la historia: la masacre haitiana de 1937 en la República Dominicana". *Estudios Sociales*, N° 92, vol. 26, 1993, pp. 65-76.
- DOTEL, OLAYA. "Métodos de contratación de mano de obra haitiana". *Estudios Sociales*, N° 129, vol. 35, 2002, pp. 73-84.
- FLACSO/OIM. *Encuesta sobre inmigrantes haitianos en República Dominicana*. Santo Domingo, FLACSO/OIM, 2004.
- FRANCO, FRANKLIN. *Sobre racismo y antihaitianismo (y otros ensayos)*. Santo Domingo, Librería Vidal, 1997.
- _____ "Juxtaposition et interaction des deux colonies française et espagnole à la veille de la Révolution". *Saint-Domingue espagnol et la Révolution*

- nègre d'Haïti (1790 et 1822)*, Alain Yacou, editor, Paris/Pointe-à-Pitre, Karthala/CERC, 2007, pp. 71-79.
- GONZÁLEZ, AGUSTÍN. *Condición y aportes de la mano de obra de origen haitiano en la economía dominicana*. Santiago de los Caballeros, CEFASA/ CEFINOSA, 2012.
- GONZÁLEZ, RAYMUNDO. “Cuatro formaciones campesinas, tres visiones de identidad y una propuesta”. Comunicación presentada durante el seminario internacional Transnational Hispaniola, 4 de junio 2010, Santo Domingo.
- HINTZEN, AMELIA. “Extranjeros en tránsito: la evolución histórica de las políticas migratorias en la República Dominicana”. *República Dominicana y Haití: el derecho a vivir*. Santo Domingo, Fundación Juan Bosch, 2014, pp. 217-235.
- _____ “Cultivating Resistance: Haitian-Dominican Communities and the Dominican Sugar Industry, 1915-1990. 2016”. *Open Access Dissertations*, 1646. http://scholarlyrepository.miami.edu/oa_dissertations/1646
- HOETINK, HARRY. *Santo Domingo y el Caribe. Ensayos sobre cultura y sociedad*. Santo Domingo, Fundación Cultural Dominicana, 1994.
- HURBON, LAËNNEC. *Comprendre Haïti. Essai sur l'État, la nation, la culture*. 2010. <http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174406>
- INOA, ORLANDO. *Azúcar, árabes, cocos y haitianos*. Santo Domingo, Editora Cole, 1999.
- LOSONCZY, ANNE-MARIE. *Les saints et la forêt. Rituel, société et figures de l'échange avec les Indiens emberá chez les Nègro-Colombiens du Chocó*. París, L'Harmattan, 1997.
- _____ “Hacia una antropología de lo inter-étnico: una perspectiva negro-americana e indígena”. *Antropología de la modernidad*. M.V. Uribe y E. Restrepo, editores, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología/ Colcultura, 1997, pp. 253-279.
- _____ “Marrons, colons, contrebandiers. Réseaux transversaux et configuration métisse sur la côte arabe colombienne (Dibulla)”. *Journal de la Société des Américanistes*, N° 88, 2002, pp. 179-201.
- LOZANO, WILFREDO. *La paradoja de las migraciones*. Santo Domingo, UNIBE/ FLACSO/SJRM, 2008.
- MARCUS, GEORGE E. “Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography”. *Annual Review of Anthropology*, vol. 24, 1995, pp. 95-117.

- MARTÍNEZ, SAMUEL. *Peripheral Migrants: Haitian and Dominican Republic Sugar Plantations*. Knoxville, The University of Tennessee Press, 1995.
- MEJÍA GÓMEZ, MANUEL Y CÉSAR CUELLO NIETO. *Vidas truncadas*. Santo Domingo, FLACSO, 2014.
- OFICINA NACIONAL DE ESTADÍSTICA (ONE). *La variable étnico racial en los censos de población en la República Dominicana*. Santo Domingo, ONE, 2012.
- SÁNCHEZ LUSTRINO, GILBERTO. *Trujillo. El constructor de una nacionalidad*. La Habana, Editora Cultural, 1938.
- THÉODAT, JEAN-MARIE. *Haïti-République dominicaine. Une île pour deux: 1804-1916*. París, Karthala, 2003.
- Turits, Richard Lee. "A World Destroyed, a Nation Imposed: The 1937 Haitian Massacre in the Dominican Republic". *Hispanic American Historical Review*, N° 3, vol. 82, 2002, pp. 589-635.
- _____. "Par-delà les plantations. Question raciale et identités collectives à Santo Domingo". *Genèses*, N° 66, vol. 1, 2007, pp. 51-68.
- VEGA, BERNARDO. *Trujillo y Haití (1937-1938). Vol. 2*. Santo Domingo, Fundación Cultural Dominicana, 1995.
- VIDAL, DOMINIQUE. "Vivre sur fond de frontières. Les migrants du Mozambique à Johannesburg". *Cultures et Conflits*, N° 72, 2008, pp. 101-117.
- WOODING, BRIDGET Y ALICIA SANGRO. "Trabajo doméstico: un acercamiento a la realidad que viven las trabajadoras haitianas". *Estudios Sociales*, N° 148, 2009, pp. 81-128.
- ZAGLUL, JESÚS. *Imaginaire social et identité nationale. Le cas de la République Dominicaine*. Tesis de D.E.A. École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1990.

Recepción: 25.10.2017

Aceptación: 07.12.2017